

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Etude des secteurs alimentaires et cosmétiques « biologique » français, et des perspectives 2027

14 Avril 2022



Contexte, méthodologie

Natexbio et **La Maison de la Bio** ont initié cette étude en **2021**.

Le tandem **CREDOC** / **AND** a été choisi pour mener cette étude, compte-tenu de leurs **expertises** de la **consommation** et du **secteur alimentaire**, avec 2 objectifs :

- ✓ Une **meilleure connaissance des évolutions passées et du présent** (Etat des lieux)
- ✓ Comment imaginer et maîtriser **l'avenir à 5 ans** (Prospective)

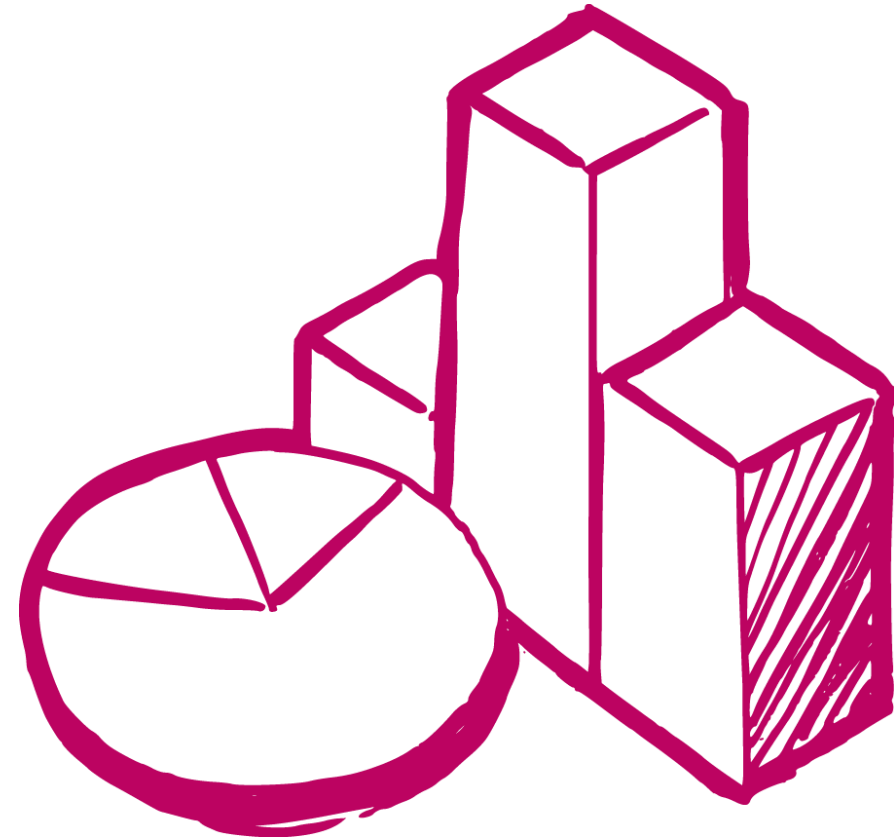
Champ de l'étude

- ✓ L'alimentaire Bio
- ✓ Les compléments alimentaires Bio
- ✓ Les cosmétiques Bio

Méthodologie

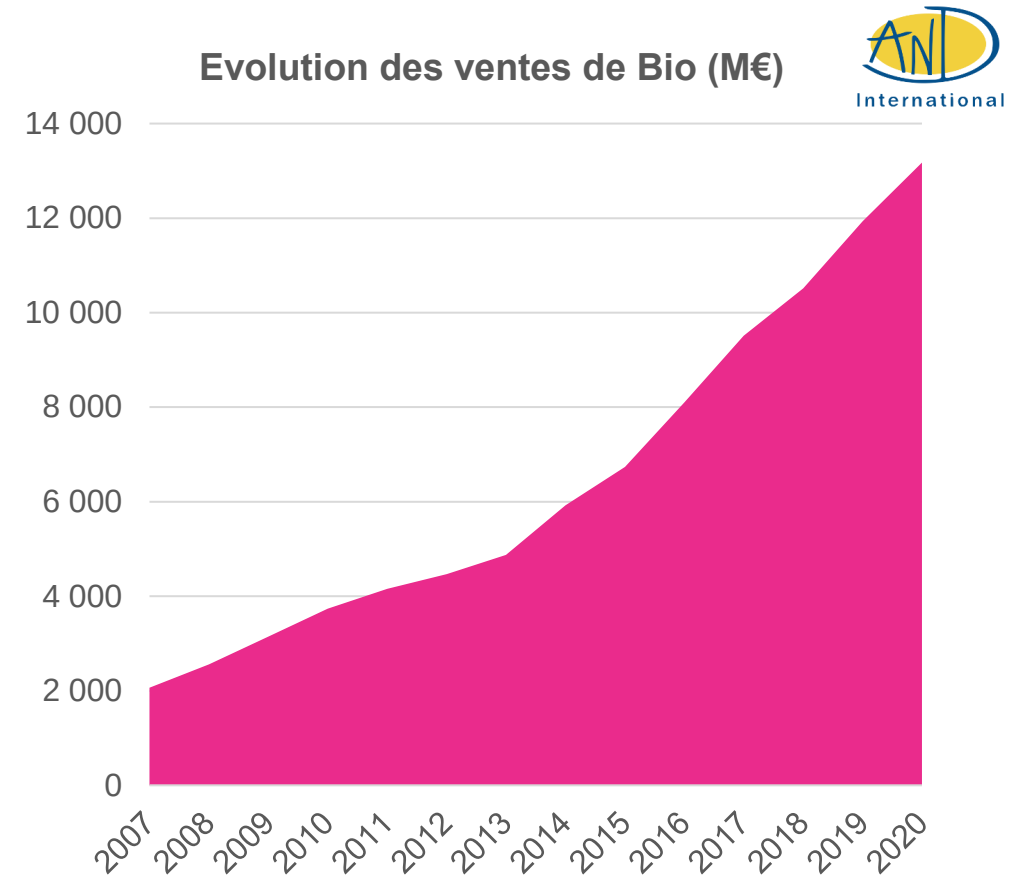
- ✓ Connaissance et expertise du marché du Credoc et d'AND, à travers leurs études sur les champs « consommation » et « alimentaire »
- ✓ 15 entretiens d'entreprises de la filière Bio (alimentaire, cosmétique, produits de santé, distribution)

Etat des lieux



Un marché multiplié par 3,5 entre 2010 et 2020

- ✓ La forte croissance de la demande s'est faite à partir de 2015 (malgré la stagnation du marché alimentaire) avec la croissance de l'offre **en Grande Distribution**
- ✓ Le **produit Bio** est alors le produit alimentaire de **qualité** par excellence, puis l'offre de produits « SANS » (**clean label**) a proposé une offre répondant aux inquiétudes de **santé** dans l'alimentation faisant concurrence aux produits bio. Les **classes moyennes** basculent vers cette offre. Depuis quelques années, c'est **le local** qui fait de la concurrence.
- ✓ Les **critiques** vis-à-vis des **produits bio non fabriqués en France** se développent
- ✓ Le **contexte économique** (inflation, hausse du poids des dépenses contraintes) **réduit le pouvoir d'achat** effectif pour la moitié des consommateurs
- ✓ Le **facteur prix** devient primordial et conduit à un ralentissement des ventes de bio en 2021. Toutefois la part de marché du Bio s'est maintenue, voire légèrement améliorée en 2021.



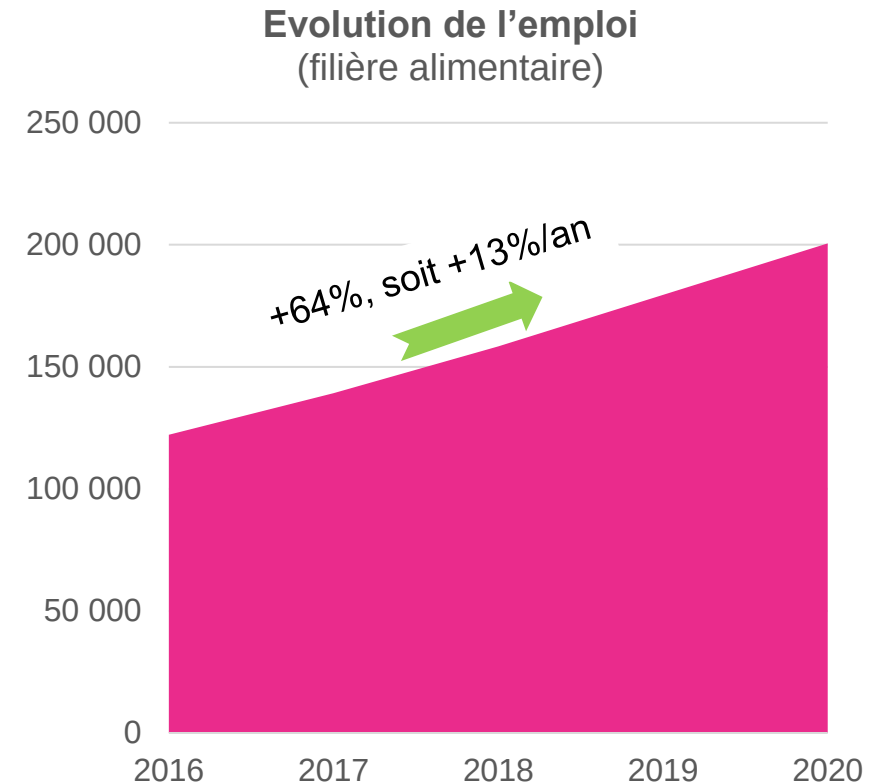
Circuits de distribution :
prédominance de la grande distribution hyper/supermarchés 39%) **et**
des réseaux spécialisés Bio (25%), l'importance de la **Vente Directe**
(11%)

Circuit	CA 2020 (k€)	CA 2020 (%)
Hypermarchés	2 958	23%
Supermarchés	1 974	16%
Réseaux bio	3 159	25%
Vente Directe (Agricole)	371	11%
Proximité	804	6%
Drive	820	6%
EDMP	378	3%
Distribution spécialisée bio indépendante	457	4%
Commerçants-Artisans	747	6%

} **GMS 39%**

L'emploi a **fortement progressé** entre 2016 et 2020, et atteint désormais **210 000**, dont 2/3 dans l'amont de la filière (agriculteurs) et 1/3 en aval (transformation, distribution, services).

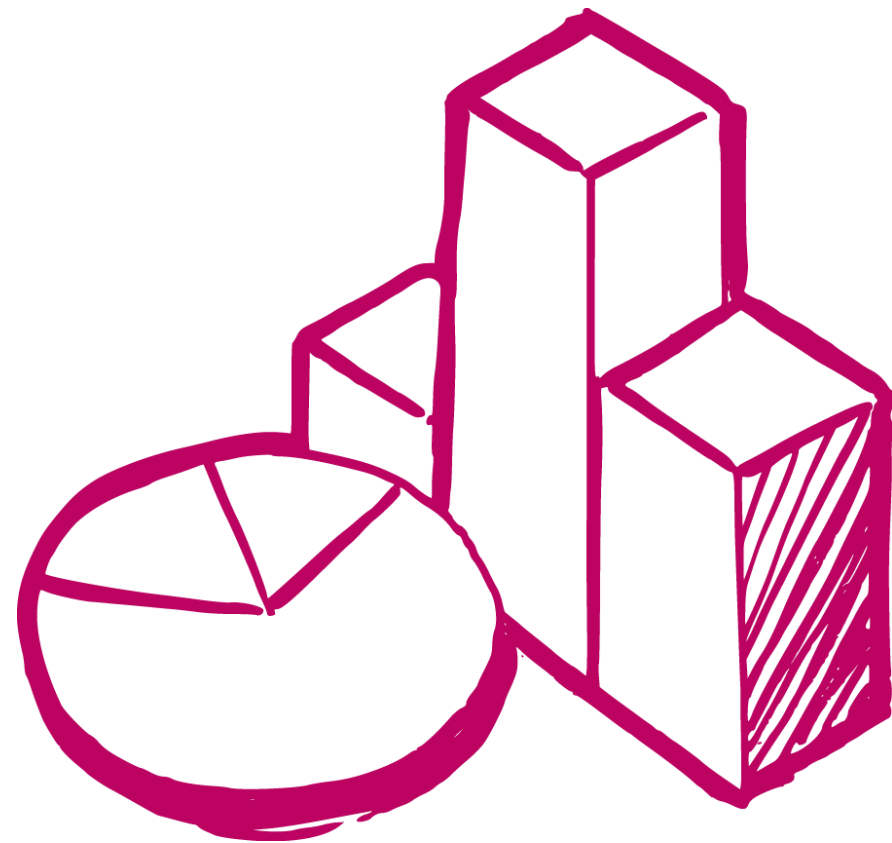
L'emploi dans la filière Bio en France	2020
Agriculteurs	128 345
Amont de la filière - TOTAL 1	<u>128 345</u>
Transformation	22 201
Alimentation du bétail	262
Boulangerie Artisanale	4 176
Commerce de détail spécialisé	21 500
GMS généralistes	19 400
Commerce de gros de F & L	1 780
Commerce de gros spécialisé Bio	580
Services (conseil, R&D, formation...)	2 300
Aval de la filière - TOTAL 2	<u>72 199</u>
Filière Alimentaire (amont + aval)	200 544
Filière Cosmétiques	3 000
Filière Compléments alimentaires	6 000
TOTAL filière Bio	209 544



Typologie des entreprises de transformation

- ✓ Le « secteur » des **industries de transformation** des produits bio est constitué **d'environ 5 600 acteurs** certifiés Bio (2 600 sociétés de l'alimentaire, 2400 artisans de l'alimentaire, environ 550 acteurs des cosmétiques), dont 300 réalisent l'essentiel du chiffre d'affaires.
- ✓ Une typologie simple fait apparaître 6 groupes : les **ETI-PME diversifiées** (28% du CA), les **PME-TPE spécialisées bio** (18% du CA), les **ETI généralistes** de la bio (17% du CA), les **multinationales de l'alimentation** (11% du CA), les **coopératives agricoles** (11% du CA). S'y ajoute le secteur des fruits et légumes frais (15%).
- ✓ Les types d'entreprises qui ont connu la **plus forte croissance** (sur 2015-2020) sont les **entreprises non-spécialistes** (+19% par an en moyenne) et notamment les multinationales (+26% / an), dont les capacités d'action sont très importantes. Le **taux de croissance** moyen des **entreprises spécialisées** a été de **13%**.

Bâtissons l'avenir à 5 ans



Méthodologie prospective

Facteurs de changement

Etudier les facteurs pouvant avoir une influence sur la filière du Bio, d'ici 2027

Impacts des facteurs de changement sur les marchés bio

Scénarisation prospective Quatre scénarios

Quantification (par scénario)

2 ateliers de travail

- Méthode prospective
- Présentation phase 1 – Etat de lieux
- Liste des facteurs de changements à hiérarchiser selon leur impact

Facteurs de changement à 2027 – LA DEMANDE

Quelques facteurs majeurs potentiels - Demande

Favorables au Bio



Forte progression des attentes écologiques (pour l'alimentaire et les cosmétiques) et montée de ce critère pour le choix des produits bios
Montée de la prévention santé/nutrition (et association importante entre Bio et santé)
Progression du faire soi-même, critique de l'ultra-transformation
Montée du rejet du plastique / emballage, plus de vrac
Hausse de la consommation de produits végétaux–assolement en légumineuse
Vieillessement de la population (-> favorable au pouvoir d'achat)

Croissance de la demande de local
Développement du e-commerce – très forte croissance des ventes de bio dans ce circuit

Défavorables



Prix plus élevé des produits Bio
Hausse des charges de logement contraintes en France -> baisse des dépenses en alimentation
Impacts santé négatifs des produits bio (exemple : avis ANSES sur huiles essentielles)
Crise sanitaire potentielle (qui décrédibiliserait le Bio)
Montée du télétravail (moins d'achat dans la grande distribution, favorise la proximité)

Facteurs de changement à 2027 – L'OFFRE

Quelques facteurs majeurs potentiels - Offre

Favorables
au Bio



- Montée de la recherche pour des nouvelles variétés bio
- Développement des marchés mondiaux du Bio
- Label Bio très connu (95% en assisté)
- Dynamisme de la création d'entreprises dans le Bio (nombreuses start-ups)
- Amélioration des techniques agricoles
- Avance du secteur du Bio en termes de RSE
- Réduction du nombre d'intervenants dans la chaîne de valeur (-> favorable à la baisse des prix)
- Organisation technique favorisant la conversion en bio
- Structures de collecte/transformation efficaces en Bio
- Forte structuration des circuits de distribution spécialisés
- Forte dynamique des circuits courts (-> réduit le différentiel de prix entre bio et conventionnel)
- Efforts accrus de communication afin d'expliquer les bienfaits du Bio en matière de Santé/RSE

Défavorables



- Désaffection de la grande distribution par les consommateurs (induite par le télétravail)
- Choix de la grande distribution de déréférencer de nombreux produits Bio
- Concurrence des produits Bio importés
- Risque de pénurie de matières premières
- Risque de pénurie de main d'œuvre agricole / IAA
- Rendements plus faibles du Bio
- Produits 'vertueux' concurrents (notamment le 'local', produits « clean label »)
- Ecart de prix Bio/conventionnel stable (ou croissant)

Facteurs de changement à 2027 – REGLEMENTATION

Quelques facteurs majeurs potentiels - Réglementation

Favorables
au Bio



Eco-Score & Planet-Score, Mise en place d'un affichage environnemental favorable au Bio
Atteinte de l'objectif du PSN PAC de 18% de SAU en Bio en 2027 (25% au niveau européen en 2030)
Loi EGALIM (20% de Bio dans la restauration collective) mise en place de manière contraignante
Intégration des aspects sociétaux du Bio dans la réglementation européenne
Plan protéine végétale
Soutien au secteur du Bio :

- Economie : Chèque alimentaire Bio, crédit d'impôt aux producteurs
- Politique : Relais au niveau gouvernemental (ministère environnement et agriculture)
- R&D : Plan public d'innovation
- Education : Charte d'agriculture Bio dans les lycées agricoles et autres structures éducatives

Défavorables



Label HVE
Multiplication des labels (très confusant pour le consommateur)
Suppression de l'aide au maintien du BIO en 2023 en France
Soutien faible de la part des pouvoirs publics en France (le Bio doit être développé par le marché en France)

Caractérisation des scénarios



Construction des scénarios, méthodologie

- ✓ Les scénarios proposés sont bâtis à partir de la combinaison des états possibles des variables d'influence.
- ✓ **L'idée n'est pas d'étudier toutes les combinaisons possibles**, mais les combinaisons **cohérentes** qui génèrent des scénarios très différents les uns des autres (on dit aussi scénarios « orthogonaux »).
- ✓ Généralement on bâti 3 à 5 scénarios : le tendanciel, le scénario 'haut' (ou favorable), le scénario 'bas' (défavorable), ainsi que d'éventuelles variantes autour des scénarios 'haut' et 'bas'.

4 scénarios prospectifs

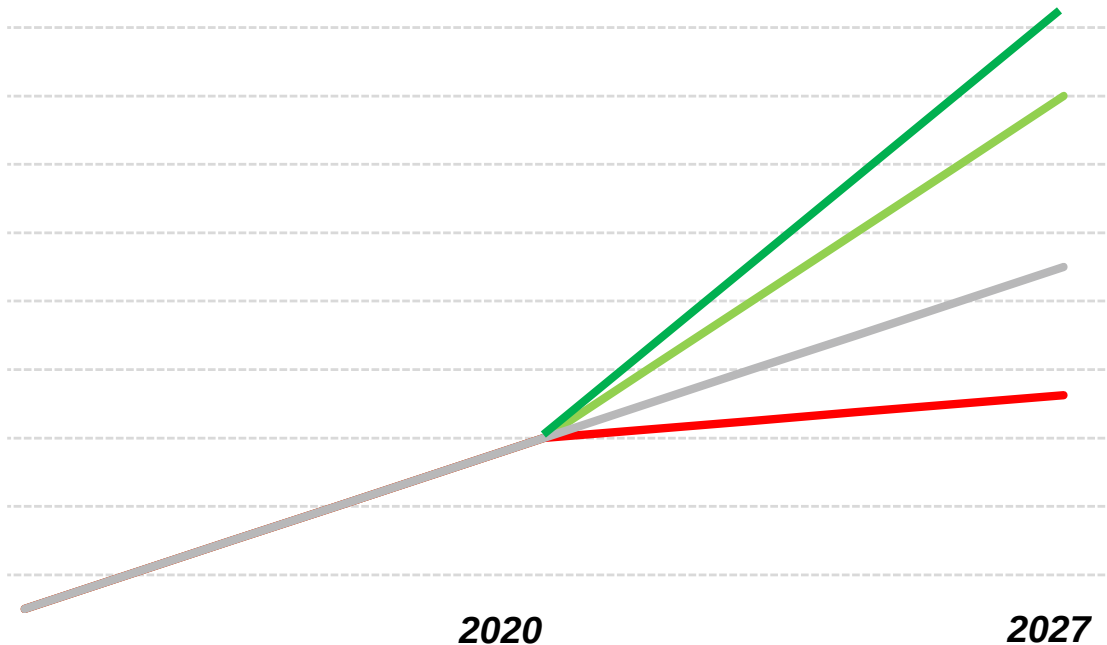
- Ce scénario est une variante du scénario Favorable (S2). Il se positionne de manière encore plus ambitieuse, notamment porté par une très forte dynamique de conversion et de création d'entreprises innovantes en Bio. Marché +15%/an
- Dans un contexte de reprise économique, de forte appétence pour le Bio de la part des consommateurs, de politiques d'investissement ambitieuses et de réglementation favorable, le marché du Bio se développe. Marché +10%/an
- C'est un scénario de prolongation des tendances depuis quelques années, modéré par la tendance récente de fort ralentissement. Marché +5%/an
- Dans un contexte de pouvoir d'achat en berne, de défiance de la part des consommateurs, de réglementation défavorables, l'évolution tend vers un modèle agricole « traditionnel » peu favorable au bio. Marché stagnant.

**S1 - Scénario
'Ambition Bio 2027'**

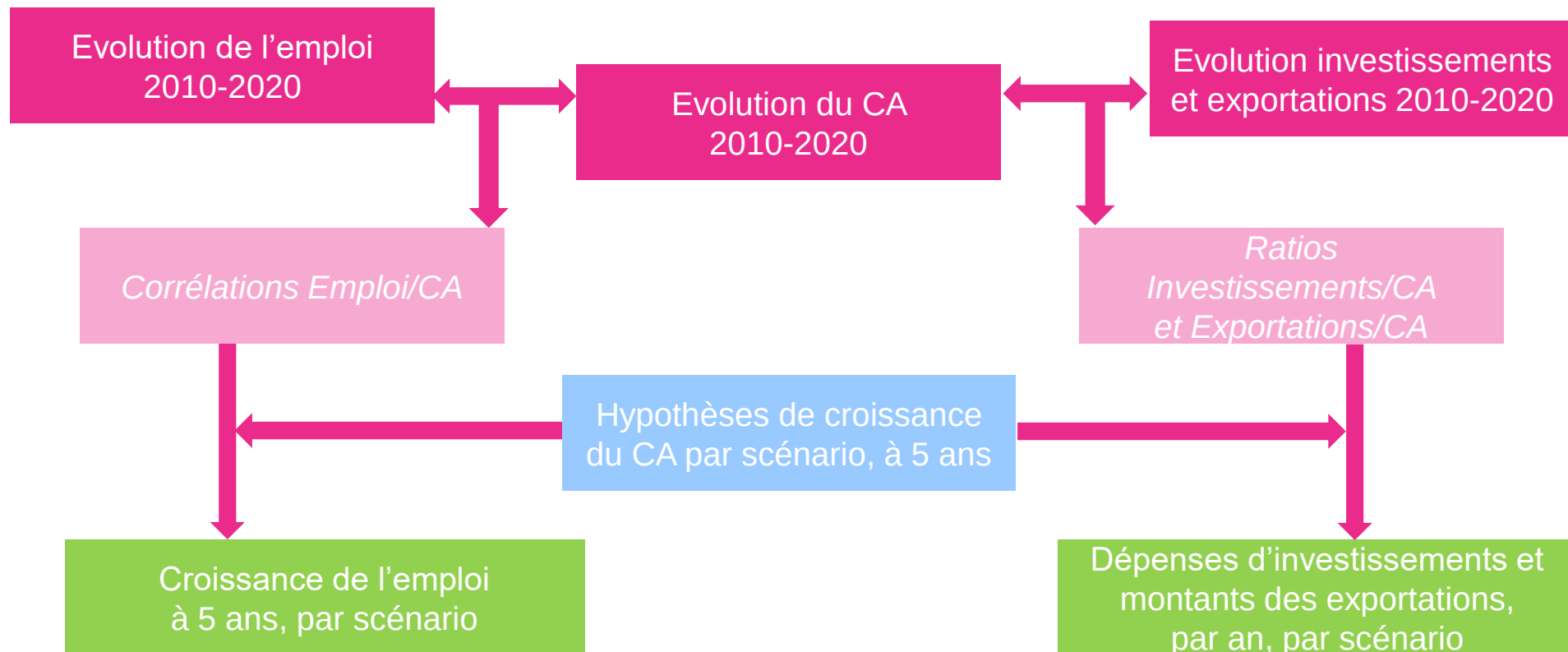
**S2 - Scénario
Favorable**

**S3
Scénario
Tendanciel**

**S4
Scénario
Défavorable**



Méthodologie de quantification



A l'horizon 2027, la création d'emplois varie entre –22 000 ETP (S1) et +274 000 ETP (S1), soit un écart de près de 300 000 ETP (S1-S4).

Le CA serait multiplié par 2,7 en S1 (par rapport à 2020)

	2020	2027			
		S1 – Scénario 'Ambition Bio 2027'	S2 – Scénario 'Favorable'	S3 – Scénario 'Tendanciel'	S4 – Scénario 'Défavorable'
Croissance annuelle du marché de l'alimentaire Bio (%)		15%	10%	5%	0%
Croissance annuelle des compléments alimentaires Bio (%)		20%	15%	10%	5%
Croissance annuelle du cosmétique Bio (%)		20%	15%	10%	5%
CA alimentaire Bio - Md€	12	32	23	17	12
dont CA compléments alimentaires Bio – Md€	1,0	3,6	2,7	1,9	1,4
CA cosmétiques Bio/naturels - Md€	1,0	3,6	2,7	1,9	1,4
CA Bio total (alimentaire + cosmétiques)	13	36	26	19	13,4
<u>Delta CA (alim. + cosmétiques) - Md€</u>		<u>+23</u>	<u>+13</u>	<u>+6</u>	<u>+0,4</u>
Emplois* – ETP (NB : dont agriculture)	200 000	474 000	347 000	251 000	178 000
<u>Delta d'emplois (par rapport à 2020)</u>		<u>Création 274 000 ETP</u>	<u>Création 147 000 ETP</u>	<u>Création 50 000 ETP</u>	<u>Destruction 22 000 ETP</u>

* Les évolutions de l'emploi ont été calculées à partir des données d'évolution entre CA et emplois. Sur les 5 dernières années, l'emploi évolue un peu moins vite que le CA, avec un décalage de 1,6% par an environ. On retrouve ici le niveau des gains de productivité pour les IAA, constaté à 1,8% par an sur 2008-2018 (source France Agrimer)

La part de marché du Bio passe de **6,5%** (2020) à **17%** (2027, S1),
la part de surfaces agricoles Bio serait d'environ **25%** en S1

	2020	2027			
		S1 – Scénario ‘Ambition Bio 2027’	S2 – Scénario ‘Favorable’	S3 – Scénario ‘Tendanciel’	S4 – Scénario ‘Défavorable’
Croissance annuelle du marché de l'alimentaire Bio (%)		15%	10%	5%	0%
Croissance annuelle des compléments alimentaires Bio (%)		20%	15%	10%	5%
Croissance annuelle du cosmétique Bio (%)		20%	15%	10%	5%
Part de marché Alimentaire Bio	6,5%	17%	12,4%	9%	6,5%
Surfaces agricoles Bio (% du total)	9,5%	24,7%	18,1%	13,2%	9,5%

x 2,6

Sur 2023-2027, le **niveau annuel moyen** des investissements et des exports pour le **scénario ‘Ambition Bio 2027’** (S1) est de **3 fois** celui de 2020

		S1 – Scénario ‘Ambition Bio 2027’			S2 – Scénario ‘Favorable’			S3 – Scénario ‘Tendanciel’			S4 – Scénario ‘Défavorable’		
	2020	2023	2027	TOTAL 5 ans	2023	2027	TOTAL 5 ans	2023	2027	TOTAL 5 ans	2023	2027	TOTAL 5 ans
Investissements* (M€)	287	642	1 124	4 332 sur 5 ans -> 870 M€/an	450	659	2 750 sur 5 ans -> 550 M€/an	245	297	1 350 sur 5 ans -> 270 M€/an	84	84	420 sur 5 ans -> 84 M€/an
x 3													
Exports** (M€)	887	1 927	3 370	12 991 sur 5 ans, -> 2 600 M€/an	1 518	2 222	9 265 sur 5 ans, -> 1 853 M€/an	1 027	1 248	5 673 sur 5 ans, -> 1 135 M€/an	633	633	3 165 sur 5 ans, -> 633 M€/an
x 3													

* Les projections d'investissements ont été réalisées sur la constatation d'un taux d'investissement (Investissement/CA) constaté de 3,4% sur la période 2010-2020.
Nous avons utilisé : pour S1 un taux de 5%, pour S2 de 4%, pour S3 de 2,5%, pour S4 de 1%.

** Les projections d'exportations ont été réalisées sur la constatation d'un taux d'exports (Exports/CA) constaté de 8,1% sur la période 2014-2020
Nous avons utilisé : pour S1 un taux de 10%, pour S2 de 9%, pour S3 de 7%, pour S4 de 5%.



S1 - SCÉNARIO « AMBITION BIO 2027 »

S2 - SCÉNARIO « FAVORABLE »

(Développement rapide des marchés Bio)

Demande

Progression du pouvoir d'achat

Forte progression des **attentes écologiques**

Montée en force du rejet des **produits de chimie de synthèse et de l'alimentation industrielle**

Forte sensibilité au message des **apports du Bio** (santé, RSE...)

Renforcement de la **crédibilité du Bio**

Les consommateurs privilégient la **qualité avant le prix**. Ils font le double choix du Bio et du local.

Hausse de la consommation de **produits végétaux**

Avec la fin de la crise sanitaire, le développement du télétravail reste limité

Offre

Forte reprise économique autour d'une économie verte tournée vers la **transition écologique**

Dynamique de conversion encore accélérée, généralisation des offres Bio parmi les producteurs.

Dynamisme de la **création d'entreprises** innovantes en Bio

Capacité des offreurs à **limiter leur impact carbone**, à aller vers le **Bio équitable**, le bien-être animal.

Capacité de la filière d'offre à **limiter l'écart de prix** avec le traditionnel, par gains de productivité et modération des marges de la distribution

Volonté des distributeurs de **maintenir un tissu d'offeurs Bio rentables et innovants**.

Développement de **chaines de restauration spécialisées Bio**

Efforts des offreurs en termes de packaging pour cibler tout le monde (**multipackaging**)

Recettes des **plats transformés Bio demeurent "clean"** (peu/pas d'additifs de synthèse)

Efforts accrus de **communication** afin d'expliquer les bienfaits du Bio en matière de Santé/RSE

Réglementation

Diminution du nombre de labels (et notamment décredibilisation du HVE et de ses variants)

Application ambitieuse de la **directive PAC** (% de SAU en Bio)

Eco-score validé par tous (intégrant les bienfaits du Bio à long terme)

Actions en faveur du Bio : chèque alimentation (ciblé sur le Bio ?), pas de suppression de l'aide au maintien du Bio (favorisant les investissements), mise en place de relais politiques, plan d'innovation, mise en place de chartes d'agriculture Bio dans les structures éducatives (lycées agricoles...), 30% de bio dans la restauration collective

Application très stricte de la loi Egalim

Forte progression pour l'alimentaire Bio et pour les cosmétiques Bio/naturels

-> Scénario Ambition Bio 2027 (S1)

. Alimentaire Bio 15%/an

. Cosmétiques 20%/an

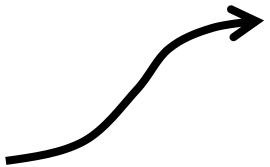
. Compléments alim. 20%/an

-> Scénario Favorable (S2)

. Alimentaire Bio 10%/an

. Cosmétiques 15%/an

. Compléments alim. 15%/an



S3. Scénario Tendanciel

Demande

Contexte économique de reprise modérée, avec une sortie de crise ralentie, le pouvoir d'achat est en croissance modérée

Montée en force des **préoccupations Santé**, toutefois limitée par la **persistance de la préoccupation 'prix'**
Sensibilité au message des apports du Bio (santé, RSE...), avec persistance d'une certaine confusion, maintenue notamment par l'existence d'un grand nombre de labels.

La concurrence du 'local non Bio' perdure (notamment avec l'importance accordée au critère de maintien de l'emploi de respect de l'environnement)

Offre

Dynamique de conversion maintenue.

L'écart de prix avec le traditionnel demeure **élevé**.

Poursuite du développement des circuits **drive, e-commerce**, des **réseaux spécialisés** et des **réseaux alternatifs** (magasins vrac, épicerie de circuits courts...)

Dynamisme d'innovation du tissu d'entreprises du Bio.

Efforts de **communication** par la filière, afin d'expliquer **les bienfaits du Bio** en matière de Santé/RSE, par rapport à l'agriculture traditionnelle.

Développement efficace du vrac dans un maximum de rayons

Réglementation

Succès mitigé du label HVE et de ses variantes

Pas d'évolution réglementaire majeure

Réglementation en faveur d'une diminution des pesticides et des antibiotiques

Actions limitées en faveur du Bio (chèque alimentaire)

**Evolution « modérée »
pour l'alimentaire Bio**
(estimé à 4/6 % par an
lors des entretiens
qualitatifs)
**et plus dynamique
pour les cosmétiques
Bio/naturels (10% / an)**



S4. SCÉNARIO DEFAVORABLE (Stagnation/érosion du marché du Bio)

Demande

Pouvoir d'achat en baisse, notamment pour les classes modestes et la classe moyenne.

Le **contexte de crise économique** déplace les préoccupations vers le **chômage**, la **pauvreté** plutôt que sur la préoccupation santé et écologique

Les consommateurs privilégient le **prix** dans le choix des produits et très peu la qualité (faible sensibilité aux apports du Bio)

Les confinements s'enchainent, le télétravail se généralise.

Offre

La crise économique perdure suite à la pandémie

Faible taux de conversion des agriculteurs. L'offre ne parvient pas à contenir les prix, d'autant plus avec le réchauffement climatique.

Le tissu d'entreprises du Bio s'érode, faible dynamique d'investissement et d'innovation

Concurrence fortement croissante d'autres marchés (**le local...**)

L'offre devient trop centrée sur les **produits Bio transformés**, augmentant la défiance. De plus la distribution propose peu de Bio français (imports)

Quelques scandales se produisent sur des produits Bio, renforçant encore la défiance

Peu d'actions de communication afin d'expliquer les bienfaits du Bio

Réglementation

Multiplication des labels (et notamment succès du HVE et de ses variantes), renforçant **confusion** et **défiance** vis-à-vis du Bio

L'étiquetage environnemental n'intègre pas suffisamment les avantages du Bio en matière de biodiversité

L'objectif du PSN PAC (18% de SAU en Bio en 2027) est loin d'être atteint

Mise en œuvre laxiste de la loi Egalim

Pas d'actions spécifiques pour développer le Bio : aides aux foyers modestes, relais politiques, plan d'innovation, charte Bio dans les structures éducatives...)

**Stagnation du
marché de l'alimentaire Bio,
croissance modérée des
Cosmétiques bio/naturels
(5% par an)**



Pistes d'actions pour viser l'objectif 'Ambition Bio 2027'

Actions publiques : favoriser le renforcement de l'écosystème Bio, tant sur la demande, sur l'offre, la politique éducative et les relais politiques

- ✓ **Economie** : Sécurité sociale alimentaire avec favorisation Bio, politique incitative d'investissements dans le Bio pour les entreprises (taux faibles, amortissements plus rapides...), crédit d'impôt
- ✓ **R&D** : Plan public d'innovation vers le Bio
- ✓ **Education** : Charte d'agriculture Bio dans les lycées agricoles et autres structures éducatives
- ✓ **Politique** : Mise en place de relais au niveau gouvernemental et à tous les niveaux (collectivités territoriales, parlements FR et UE), Participation au financement des campagnes de communication

Pistes d'actions pour viser l'objectif 'Ambition Bio 2027'

Actions de la filière

- ✓ **Le prix** : réduire l'écart de prix avec les produits non bio (optimisation des process/logistique...)
- ✓ Répondre aux **nouvelles attentes des consommateurs** : produits locaux/made in France, produits équitables
- ✓ **La RSE** : réduire les émissions de GES tout au long de la chaîne de valeur (R&D, diagnostics et conseil).
- ✓ **Améliorer la connaissance scientifique des bienfaits** de la Bio
- ✓ Accroître les **exports** (lait, céréales, fruits & légumes, œufs...) vers l'UE (Allemagne notamment)
- ✓ Actions de **communication** :
 - Vers les consommateurs-citoyens, afin d'expliquer les bienfaits du Bio en matière de santé, de défense de la biodiversité, d'emplois
 - Vers les agriculteurs, afin de favoriser les conversions
 - Vers les leaders d'opinion et politiques : impact environnemental (baisse impact carbone), impact économique (emplois répartis sur tous les territoires, impact sur la balance commerciale)

Annexes

- Entretiens réalisés

Démarches agro-écologiques

- ✓ La question climatique n'est pas intégrée dans le concept bio initial. La démonstration d'un meilleur impact du bio est en cours. Le choix final du score environnemental officiel sera très important (Eco Score, Planet Score ou autre)
- ✓ Le HVE est en devenir, mais constitue la base d'une certification concurrente de l'AB en France. La révision des CC est une étape importante.
- ✓ L'avalanche de certifications (bio et agroécologique) ne pourra que brouiller les esprits, ce qui dessert les certifications les plus sérieuses et/ou les moins puissantes en matière de communication.
- ✓ Les certifications bas-carbones sont ambiguës mais ne sont pas incompatibles avec l'AB.
- ✓ Le localisme et d'autres concepts alternatifs sont compatibles avec l'AB, plus qu'avec les formes chimiques de production.



Cette étude a été réalisée pour Natexbio et La Maison de la Bio par

- Christian Renault pour AND International
- Patrick Duchen pour le CREDOC

Pour toutes questions, vous pouvez vous adresser un mail à l'adresse :
contact@lamaisondelabio.com

